Une microfinance massifiée mais en quête de sens - une opinion

DOMINIQUE LESAFFRE, CONSULTANT

Le micro-crédit ou la microfinance ont fait beaucoup parler d'eux cette année. Comme pour d'autres phénomènes, ceux qui y travaillent depuis longtemps continueront après la vague, probablement stimulés par elle. Les autres, incidemment ceux qui auront fait le plus de bruit cette année, attendront après le reflux de se coller à une nouvelle vague thématique…

Le développement spectaculaire de la microfinance depuis deux décennies dans les pays du Sud, et plus récemment dans ceux anciennement de l'Est, s'explique par la combinaison de plusieurs facteurs :

- Les programmes d'ajustement structurel (PAS) ont réduit l'envergure de l'emploi public ;
- La faiblesse de la rémunération de l'activité agricole amplifie les phénomènes migratoires et notamment l'exode rural continu qui concentrent dans les (grands) centres urbains une population à la recherche de services (y compris de services financiers) ;
- La pression démographique des pays du Sud a généré une demande croissante d'auto-emploi et amené les populations pauvres à développer par elles-mêmes des activités qui génèrent les revenus suffisants pour faire vivre les familles ;
- Les réductions ou la complexification de l'aide par subvention a réduit l'accès à des ressources non liées à des obligations.

En conséquence, la majorité de la population mondiale appartient désormais à ce que l'on appelle le secteur non structuré (ou secteur informel). Ces personnes, organisées collectivement ou non perçoivent maintenant clairement que leur subsistance d'abord et leur développement ensuite dépend de leurs propres capacités d'insertion et d'entreprise individuelle ou collective. Pour répondre à cet état de fait, elles ont besoin d'accéder à des services financiers de proximité

(crédit, épargne, assurance…) auxquels les institutions financières commerciales ne répondent pas vu les contraintes liées au profil de cette clientèle (coût de transaction élevé, image du pauvre).

La microfinance peut être définie comme la fourniture, à des conditions commerciales, de services financiers de petite échelle destinée à une clientèle potentielle solvable mais traditionnellement laissée de côté par le système financier. Ces services financiers sont réputés « orthodoxes » puisque :

- le (micro)-crédit entraîne des obligations mutuelles (prêt et remboursement) donnant lieu à un contrat entre un prêteur et un emprunteur et souvent l'intervention d'un garant,
- l'épargne se manifeste par des dépôts à vue et à terme dont les modes de gestion visent à assurer leur sécurisation,
- l'assurance répond aux mêmes exigences que dans les pays du Nord et couvre les risques des personnes et des biens,
- les virements et transferts (provenant de la diaspora) représentent les ressources principales des populations pauvres de pays comme le Mexique ou le Mali.
- De tous temps, la relation financière a impliqué une garantie pour assurer que le prêteur va recouvrer son capital (avec des intérêts). Les garanties appliquées dans la microfinance peuvent revêtir plusieurs formes : (i) garantie solidaire (garantie morale d'un petit groupe de personnes), (ii) garantie réelle (nantissement de biens), (iii) garantie financière (dépôts de garantie, garantie bancaire externe, etc…

Les montants sont en général petits, et servent à financer d'abord le besoin en fonds de roulement mais également, bien que plus rarement, l'équipement productif ou les besoins qualifiés de sociaux comme la santé ou l'éducation. Les emprunteurs de (micro)-crédit sont des personnes physiques individuelles (micro-entrepreneurs, artisans, paysans, commerçant(e)s) ou bien des associations ou groupements de producteurs, paysans, artisans.

Si on commence à ne plus seulement décrire le phénomène, mais aussi à l'analyser, on notera qu'en liant 'microfinance' et 'lutte contre la pauvreté', les promoteurs de ces services intéressés à la pérennité des structures et de l'offre vont continuer à toucher le jackpot. Car c'est du 'gagne à tous coups'. La pauvreté n'est évidemment pas prête à reculer vu d'une part la structure des termes de l'échange entre le Nord - aux marchés protégés - et le Sud avec son

cortège des effets massifs de l'exclusion, et d'autre part le système bancaire qui n'est pas conçu pour fournir des services à une clientèle analysée au mieux comme onéreuse par le coût de transaction qu'elle induit et au pire comme non solvable. La microfinance se greffe alors sur l'injustice économique comme un cataplasme, le plus souvent douloureux d'ailleurs… Car pour assurer leur durabilité, les prêteurs 'ne mollissent pas' sur la structure des recettes, avec des taux d'intérêt atteignant souvent allégrement les 30, 40, 50 voire 60% annuels dans les zones sans concurrence et ce toujours avec de bons arguments. Dans les cénacles microfinanciers, on entend encore dire que *« l'important, c'est l'accès des populations pauvres au crédit, les conditions de cet accès, ce n'est pas le problème »* ou encore, *« la mystique de l'engagement des pauvres est impressionnante, elle permet de remarquables taux de remboursement »*. C'est oublier un peu vite que lesdits pauvres n'ont pas d'autres choix que celui de rembourser s'ils veulent accéder au crédit suivant, et ce notamment dans les univers non concurrentiels qui ne leur permettent pas vraiment de faire leur 'marché du service financier'.

Du coup, on constate que *« Prêter aux femmes, c'est plus sûr, car elles remboursent bien »* et comme le monde traîne un lourd passif sur les questions de genre, ça tombe bien. On prête aux femmes et on se refait une petite conscience à bon compte. C'est omettre que les femmes doivent faire vivre leurs familles et qu'elles ne sont pas seules pour cela : les travaux complexes sur l'exploitation familiale montrent que c'est tout le foyer, y compris parfois les enfants qui doivent faire vivre la fragile économie familiale, avec à chacun(e) ses tâches, alors pourquoi créer des distorsions au sein des familles en n'en reconnaissant qu'une des composantes, certes essentielle ?

Finalement, de quels choix et quels outils disposent les pauvres pour accéder au financement et sortir par eux même de la misère sans que cette dernière ne soit instrumentalisée par les *'loans sharks'* de tout poil ?… La dernière récupération en date est l'annonce du financement de la réhabilitation par la microfinance dans les pays des rives de l'Océan Indien frappés par le Tsunami : les populations qui ont survécu à ce cataclysme pourront puiser dans leurs réserves disparues les moyens d'un endettement pour de nombreuses années et puis 'comme d'hab' on commencera par des crédits à 50 US$, puis 100 US$ et, comme cela, on luttera contre la pauvreté tout en développant le marché ! Ailleurs, on attend aussi déjà les bataillons microfinanciers, taux d'intérêt élevés (sécurisation oblige…) et agents de recouvrement dûment formés, qui prendront la place de l'armée d'occupation (pardon, de libération…) dans les quartiers de Falloujah à reconstruire … Et le financement de l'agriculture, des équipements, des aménagements sur le moyen

et long terme en Afrique, mais aussi en Amérique Latine et en Asie, qui va s'en charger ? Ben oui, mais il y a tellement de risques, les inondations, les criquets, etc….Et puis les migrants vers la ville, cela fait de futurs clients pour la microfinance …

Depuis 10 ans, on a assisté à ce que l'on appelle l'institutionnalisation des ONG de crédit, c'est-à-dire leur transformation en instances régulées et supervisées par les instances publiques compétentes. Le paysage a certes été 'nettoyé' pour ne maintenir que les institutions jugées viables, mais ces dernières doivent désormais consentir une énergie, du temps, des coûts considérables à la production 'd'informations transparentes' en investissant dans des systèmes sophistiqués et pas toujours fiables d'ailleurs. Tant mieux si cela permet de savoir ce que l'on fait et où l'on va, mais les clients fidélisés et plus nombreux de ces institutions régulées déplorent le renchérissement des conditions d'accès. Et puis cette information, pour quoi faire ?

Au risque d'un pavé lancé dans la mare, la microfinance a subrepticement généré la création d'une nouvelle caste de rentiers les « agences de rating ». Il s'agit de groupuscules situés le plus souvent au Nord, apparus récemment alors que les IMF commençaient à prospérer et qui font des indicateurs financiers à la fois leur fonds de commerce et matière à lobbying. Elles sont vraiment fortes ces agences, car elles ont réussi à se rendre indispensables pour les IMF, les investisseurs et aussi les aides publiques ou privées en mal de repères. Bien que sophistiquées, les notations ne sont en fait qu'une mise au pas à la norme 'bestpracticienne' dominante. L'arnaque ne vient pas de la fonction de notation externe, mais de la mise en condition captive des IMF qui s'auto excluent du marché si elle ne passent pas par cette casserole (payante) et à la qualité de service parfois douteuse (c'est normal, comme il s'agit d'un marché captif, le service n'est pas obligé d'être bon…) et aux résultats plus qu'incertains car les investisseurs et maintenant les bailleurs se ruent tous sur les « success stories » contribuant ainsi à renforcer les positions dominantes avec des retours sur investissement planifiés, tout cela bien entendu avec *'la lutte contre la pauvreté comme seule motivation'*... Alors le rating n'est même pas une garantie d'accès à des nouvelles ressources. Mais sous couverture de transparence de l'information, ce sont en fait des enjeux de prise de contrôle qui dominent…

Mais quelques nouvelles sympathiques commencent à pointer montrant que la microfinance n'est pas seulement la propriété exclusive de quelques systèmes choisis, même si le diktat 'bestpracticien' des ratios financiers - non plus seulement considérés comme des indicateurs, mais comme des objectifs à atteindre - continuent 'd'écrémer' l'émergence d'un tissu multicolore d'une offre locale de financement. On parle maintenant de plus en plus de performance sociale des IMF (il faut bien retrouver sa raison d'être originelle …), les organisations de producteurs n'hésitent plus à se doter de leurs propres instruments dont les performances sont jugées par les utilisateurs eux-mêmes - quitte à sortir parfois des sentiers de l'orthodoxie - les IMF travaillent à

la mobilisation de ressources à moyen terme afin de pouvoir diversifier leurs produits et commencer à financer l'équipement ou la demande qualifiée de 'sociale'. Les IMF d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Asie ou encore du Monde Arabe ne sont pas des clones : elles débattent, se situent, font des tests et cherchent de plus en plus à définir par elles-mêmes leur cadre de référence et définissent de plus en plus leur 'agenda' au travers de réseaux continentaux et non plus seulement à Washington, Paris ou Bruxelles. Les IMF et les OP commencent à parler ensemble pour relever des défis communs et quand les banques s'y mettent avec leurs moyens comprenant qu'il s'agit d'un fantastique marché, les IMF doivent adapter à la baisse leurs taux d'intérêt. Dans les marchés très concurrentiels, les ONG de crédit, plus accessibles et souples maintiennent ou renforcent leur place au soleil. Alors, si ce que l'on appelle les distorsions du marché permettent à la fois concurrence et amélioration des conditions d'accès aux services financiers de proximité, où est la distorsion ?